l'occasion s'en offrira sans doute bientôt à ce premier. Nous espérons que M. Bihot voudra la saisir avec empressement.

Tout ce qui peut rendre plus favorable aux intérêts français, qui sont en même temps les intérêts de nous, puisqu'ils sont dans la paix générale, doit être mis en œuvre. Les affaires étrangères ne peuvent à la longue de la grande tâche qui lui incombe.

De l'*Estafette* :

Il y a une chose qui importe le plus pour le moment, c'est la solidarité de la déclaration relatif à la France. Le passage est significatif et formel.

M. de Bismarck n'a désigné nominativement ni l'Autriche, ni l'Autriche-Hongrie, ses alliés ni l'Angleterre, qui passe pour n'être point son alliée. En revanche, il a nommé la France pour déclarer en termes si nets que l'Italie doit maintenir avec nous des relations intimes et amicales, et qu'en dépit de tout les soupçons et de toutes les méfiances, qu'il peut, par ses actes, obliquer la confiance qu'il doit inspirer.

Il est certaines bien difficiles et nous demandions des déclarations plus catégoriques et plus franchement loyales à un rapprochement entre les deux nations.

De la *République Française* :

Il serait évidemment prématuré de se faire des illusions sur les conséquences de ces paroles. Quand même l'Italie ne serait pas liée par le traité d'alliance, elle ne saurait oublier que, si M. de Bismarck a parlé de l'Autriche-Hongrie, elle, elle, elle